

Vif-argent

n°53

[été 2010]

actualité

Jacky Blanc, Président du Directoire

éditorial

Étienne Javelle

Une mobilisation pacifique pour une économie non-violente

Partant du constat que la cause principale de la misère du monde est la « violence structurelle » du système économique, le mouvement indien Ekta Parishad et l'association française Gandhi International ont organisé un colloque intitulé « Vers une économie non-violente ». Cette rencontre qui se tenait à Bhopal en Inde, du 29 janvier au 3 février dernier, a accueilli plus de 120 participants du monde entier dont j'ai eu l'honneur de faire partie.

Le chant tribal Jai Tagat (« Victoire pour le monde ») retentissait chaque matin pour introduire nos travaux du colloque. Il s'agit de l'hymne à la mobilisation pacifique et au combat non-violent d'Ekta Parishad, mouvement indien populaire qui soutient les exclus dans la dignité et organise avec eux une mobilisation de masse. Le combat non-violent de Rajagopal, son fondateur et leader, vise à arrêter l'accaparement des terres, de l'eau et des ressources naturelles aux dépens des pauvres. Pour cela, une marche de protestation pacifique nommée Jansatyagraha est organisée en 2012 à laquelle nous sommes tous invités.

Ekta Parishad va organiser des programmes de formation pour former 6000 jeunes à devenir leaders.

Nous avons été parmi ces jeunes pendant le colloque et avons scandé ensemble les slogans « Agir ou Mourir » dont la résonance peut s'amplifier à la planète entière face aux enjeux de notre humanité. « Ne croyons pas que cette marche soit limitée à l'Inde », explique Rajagopal, « nous espérons que cela déclenchera une action dans le monde entier. Nous avons la responsabilité d'agir aujourd'hui, sinon les générations futures ne nous pardonneront pas ».

Pendant cinq jours, j'ai ainsi pu participer à des réflexions profondes sur ce que pourrait être une économie non-violente respectueuse de la personne et de la nature.

Nous nous sommes notamment recueillis sur le site industriel abandonné de l'Union Carbide. En 1984, un accident chimique avait provoqué la mort de plus de 20000 personnes. Cette catastrophe est devenue le symbole de l'irresponsabilité sociale et environnementale de tant de sociétés multinationales.

La Marche pour la Dignité a été un autre moment très émouvant de ce séjour : les populations qui se battent pour l'accès aux ressources naturelles et les

représentants des victimes de l'Union Carbide, qui demandent toujours réparation de leur préjudice, étaient réunis à nos côtés dans les rues de Bhopal. Au son des musiques, des danses, des chants, des slogans de ralliement, nous marchions dans un magnifique mélange de couleurs : banderoles, vêtements multicolores, drapeaux verts et blancs (l'espérance et la paix) d'Ekta Parishad. Ceci a d'ailleurs démontré notre détermination de ne pas dissocier la pensée et l'action, et de prendre en compte les populations les plus pauvres.

La richesse de cette expérience et des témoignages des pays du monde entier a nourri une réflexion dense qu'il est difficile de résumer. Il est cependant possible de dire qu'une économie non-violente est une économie dans laquelle les acteurs gèrent leurs relations et résolvent leurs conflits dans le respect de l'autre, dans une dynamique d'équilibre optimal en faveur de l'intérêt de tous les acteurs de l'entreprise, du bien commun de la société, de l'avenir de l'humanité, du respect et de la restauration de la biosphère.



La période des Assemblées Régionales Consultatives est l'occasion pour moi de parcourir la France pour aller à la rencontre des sociétaires.

Je peux enfin voir « de visu » la réalité de dossiers souvent austères pour lesquels j'ai eu à décider de l'accord d'un crédit. Ce n'est pas, comme le prétend en souriant le Président du Directoire, pour juger de la réalité de notre hypothèque; non, c'est surtout pour mettre un visage sur des projets qui sans cela resteraient très abstraits. Et puis, ces visages souvent passionnés par leur métier me le racontent et leur passion est contagieuse : savez-vous que la minuscule larve de coccinelle sur la feuille de tomate va permettre de lutter contre un puceron apporteur de maladies ? Savez-vous que c'est le bourdon et non l'abeille qui pollinise les fleurs de courgette ? Savez-vous que le recours à un DTU (Document Technique Unifié) n'est pas requis pour construire une maison en bottes de paille ? Savez-vous si les banques créent de la monnaie ? Moi, je ne sais toujours pas, mais le sujet en passionne plus d'un.

Et puis faire un tour de France, c'est aussi voir des sites enchanteurs : la ville de Salon-de-Provence et ses fontaines végétales, Antibes et son port de plaisance où dorment des centaines de yachts bling-bling dégoulinant de dollars. Et enfin, il y a le retour dans le confort douillet d'un TGV qui, en arrivant à Lyon, nous montre furtivement un bidonville en construction coincé entre le ballast et une rocade; depuis mon départ la dernière cabane s'est agrémentée d'un toit en bitume... L'économie solidaire a encore beaucoup de pain sur la planche.

actualité

Léo Miranda, Coordinateur de Projets

Un dépôt au service de la microfinance en Afrique

Dans les pays du Sud, les démarches entrepreneuriales se heurtent souvent à la réticence des banques. En réponse à cette exclusion de près de 80 % de la population des systèmes bancaires traditionnels, des hommes et des femmes se sont organisés pour constituer des caisses d'épargne et de crédit destinées à financer leurs activités agricoles, artisanales et commerciales.

Souvent sollicitée par des réseaux de la société civile pour sa capacité à collecter de l'épargne citoyenne au profit d'activités en faveur d'une transformation sociale, la Nef participe à une initiative de l'association ECIDEC, pour créer un circuit innovant de microfinance.

C'est ainsi qu'un « pont » entre la France et le Sénégal, fruit d'un partenariat entre la Nef, ECIDEC et l'Institution de MicroFinance (IMF) UMECAS, est en cours d'étude dans le cadre d'un projet soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Commission Européenne.

À ce stade de la réflexion, l'étude prévoit l'ouverture de dépôts à terme Microfinance à la Nef, qui permettraient le financement de projets au Sénégal. Concrètement, les sommes déposées par les citoyens seraient transformées par l'UMECAS en prêts, eux-mêmes garantis par les dépôts. Une fois les fonds réceptionnés,

l'IMF accueillerait les demandes de crédits pour financer les projets des entrepreneurs.

Parallèlement, ECIDEC est déjà sur place pour accompagner l'UMECAS dans ses besoins de structuration et forme les bénéficiaires des microcrédits à la gestion de leur activité.

Ce nouvel outil financier n'aura pas vocation à remplacer les dispositifs de microfinance déjà existants. L'objectif est plutôt de favoriser les crédits à la création d'entreprise et l'investissement à moyen et long termes afin de contribuer au développement économique et social de plusieurs régions du Sénégal.

➤ Pour en savoir plus :
www.lanef.com
www.ecidec.org

➤ Avec le soutien de :



Assemblée Générale Impérial¹ !

L'Assemblée Générale (AG) d'une entreprise est une rencontre formelle et obligatoire entre l'universalité de ses détenteurs (les actionnaires, dénommés sociétaires dans une coopérative) et ses gestionnaires (Conseil d'Administration ou, comme c'est le cas à la Nef, Directoire et Conseil de Surveillance). L'AG Ordinaire 2009 de la Nef a montré que dans notre coopérative cette « formalité » peut prendre une autre dimension, celle de la recherche de l'intérêt collectif à partir des jugements éthiques individuels.

Les AG Ordinaires (AGO) statuent sur les activités et les comptes de l'année écoulée ainsi que sur les grandes orientations à venir et sur le choix des membres des organes de gouvernance. Les AG Extraordinaires (AGE) sont, quant à elles, réunies en cas de décision importante à prendre : exclusion d'actionnaires sociétaires, modification des statuts, transformation ou dissolution de l'entreprise. Le nombre de votes exprimés nécessaires pour valider les résolutions diffère selon le caractère ordinaire ou extraordinaire de l'assemblée : sur première convocation à la Nef, il est d'un quart pour les AGO et d'un tiers pour les AGE, sur 2^e convocation d'un quart pour les AGE (plus de quorum pour les AGO).

AGO 2009 de la Nef : équilibres dans un environnement incertain

En conclusion de l'assemblée, Philippe Leconte, Président du Conseil de Surveillance, a rappelé que l'éthique n'est jamais définie une fois pour toutes. C'est pourquoi chaque AG de la Nef est différente, en fonction du contexte à l'intérieur et à l'extérieur de la coopérative. Cette année, les débats ont été placés sous le signe de l'équilibre dans un environnement incertain.

Équilibre des comptes 2009, sans intervention de l'État, ce qui est assez remarquable au cours d'une année de grave crise du monde bancaire français.

Équilibre du haut et du bas du passif du bilan des entreprises² : beaucoup de débats ont porté sur le lancement de Nef Capital Éthique Management, filiale de la Nef dédiée aux apports en capital, en complément des apports de la Nef en prêts bancaires. À la différence d'un prêt, un apport en capital n'est pas remboursé dès le déblocage des fonds à échéance régulière, et permet donc à une entreprise d'investir dans son développement à moyen et long termes.

Équilibre de l'intervention de la Nef sur l'ensemble du territoire français grâce à l'action dynamique et décentralisée des quatre délégations (Lyon, Nantes, Paris et Toulouse), illustrée avant l'AG par les 19 Assemblées Régionales Consultatives qui ont rassemblé 600 sociétaires.

Équilibre de la répartition des prêts débloqués par la Nef entre ses trois secteurs d'intervention (écologie, social, culturel), en respectant les orientations des sociétaires et des épargnants. Tous les sociétaires peuvent désormais demander à recevoir la présentation détaillée de l'ensemble des prêts, concrétisation du lien vivant entre épargnants et emprunteurs.

Équilibre enfin entre les dimensions économique, juridique, politique, technique et culturelle du projet Banca Etica Europa, entré dans sa phase de concrétisation opérationnelle.

Le seul équilibre qui n'a pas pu être trouvé, malheureusement, est celui entre votants et non-votants : seuls 18 % des sociétaires se sont exprimés, malgré une innovation très intéressante cette année, le vote par Internet.

Il faut donc encore accentuer les efforts sur l'importance du vote en AG, expression d'une participation active des sociétaires, même si les 275 participant(e)s à l'AG ont

démontré par la richesse des échanges entre eux et par leur liberté de parole que la vie coopérative n'était pas qu'une histoire de votes. L'après-midi a d'ailleurs été consacrée aux interventions des sociétaires sur les résolutions, animée par des interludes musicaux des « Hymni Kikiristani »¹.

Placée sous le signe de l'équilibre, cette Assemblée Générale 2009 a été le fruit d'une forte et intense implication en amont de tous les salariés et bénévoles de la Nef : de la logistique à l'enregistrement des votes, de l'édition du rapport annuel aux réponses aux sociétaires, de l'animation des assemblées régionales à la coordination générale de cette journée.

Cette journée a rappelé que la recherche de l'intelligence collective, par l'écoute et la confrontation de points de vue, est au cœur de la finance éthique. En ce sens l'avènement du projet Banca Etica Europa, porté par la société civile européenne, suscite de grands espoirs, ce qui confère à tou(te)s les sociétaires de la Nef, de Banca Etica

et de Fiare une très grande responsabilité. L'enjeu reste de maintenir l'équilibre entre éthique et responsabilité, prise de risque et prudence dans une véritable démarche de liberté.

➤ Répartition des votants

Sociétaires présents et représentés	279
Votes par correspondance	2733
Pouvoirs au Président	1935
Total des votants	4947

➤ Résultats des votes

	oui	%	non	%	abstention	%
1. Quitus de gestion	4752	96,1	94	1,9	101	2
2. Rapport du Commissaire aux Comptes	4705	95,1	93	1,9	149	3
3. Affectation du résultat	4731	95,6	122	2,5	94	1,9
4. Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes	4609	93,2	115	2,3	223	4,5
5. Poursuite des travaux engagés pour créer la Banque Éthique Européenne	4706	95,1	112	2,3	129	2,6
6. Ratification des nouveaux sociétaires	4722	95,5	97	2	128	2,6
7. Pouvoirs pour formalités	4724	95,5	98	2	125	2,5

¹ En référence à l'Impérial du Kirikiristan, groupe musical qui a animé l'Assemblée Générale de la Nef le 29 mai dernier

² Pour illustration, reportez-vous au passif du bilan de la Nef, en page 10 du rapport annuel

Énergie renouvelable des citoyens : ne l'économisons pas !

Le vendredi 26 mars 2010 est à marquer d'une cellule photovoltaïque dans le calendrier. Ce jour-là, après des années d'étude des bonnes pratiques allemandes (programme européen « deSOLaSol »), puis de montage d'un outil innovant dénommé SOLIRA, la plus grande installation française de production solaire d'électricité financée par l'investissement citoyen a été inaugurée à Brenier Cordon (01) : 1 700 m² de surface de toit orientés au Sud pour une puissance de 228 kWc, ce qui permettra de produire chaque année l'équivalent de la consommation électrique d'une soixantaine de foyers.



Fruit des efforts conjoints de l'association HESPUL, du bureau de conseil et ingénierie en développement durable INDDIGO, de Philippe Vachette et de la Nef, SOLIRA a collecté l'investissement citoyen local, développé et réalisé ce premier projet d'installation photovoltaïque, et en assure l'exploitation. Cette réalisation innovante a été possible grâce aux interventions de nombreux autres acteurs : juristes, installateurs (les Techniciens du Solaire), assureurs, et bien sûr l'entreprise Pic-Bois qui met à disposition les deux toits de son usine pour accueillir l'installation. L'opération a été financée à 37 % par l'investissement citoyen via les actions menées par SOLIRA, et à 63 % par deux prêts bancaires de la Nef et de la Banque Populaire des Alpes.

Si cette première installation a été longue et complexe à réaliser, elle est porteuse de grands espoirs pour le développement de la production d'énergies renouvelables financées par les citoyens : une deuxième opération est en phase de

construction sur le toit du nouveau magasin éco-construit de la Biocoop du Mantois à Éponne (78). De nombreuses autres sont en développement et devraient suivre dans le cadre d'« Énergie Partagée », rapprochement en cours de SOLIRA et d'un projet porté par ENERCOOP avec le soutien de l'ADEME. « Énergie partagée » entend lancer d'ici la fin de l'année 2010 un appel national à l'investissement citoyen dans les énergies renouvelables au moyen d'une Offre au Public de Titres Financiers (OPTF).

L'énergie créatrice de la société civile est un bien commun renouvelable, ne l'économisons pas !

➤ Pour en savoir plus :

www.desolasol.org www.inddigo.com
www.solira.fr www.pic-bois.com
www.hespul.org www.enercoop.fr
www.ademe.fr

échos du terrain

↳ Échos du Nord-Pas-de-Calais

Le Pôle Solidaire, un acteur de financement en Nord-Pas-de-Calais

Jean-Pierre Duponchelle, Correspondant bénévole

Le Pôle Solidaire regroupe quatre acteurs de la finance solidaire en Nord-Pas-de-Calais dans le but de favoriser la création d'activités et d'emplois par l'épargne locale. Sa démarche s'articule autour de la mutualisation d'actions en faveur d'un développement économique durable et éthique.

Partageant des valeurs communes de solidarité et de fraternité, et avec des produits financiers complémentaires, quatre structures se sont regroupées pour former le Pôle Solidaire : l'Association Régionale des Cigales¹ ; la structure de capital risque solidaire Autonomie et Solidarité ; la Caisse Solidaire, filiale du Crédit Coopératif ; et la Nef. Elles mutualisent leurs actions depuis 2006 en développant l'épargne solidaire dans chacune de leur structure afin de soutenir des projets d'entreprises aux activités respectueuses de la personne et de l'environnement. En trois ans, 63 projets ont ainsi été accompagnés pour un investissement de 2 405 000 €.

Ces mêmes structures travaillent aussi conjointement sur le programme « Épargner Autrement » aux côtés d'autres organismes de finance solidaire que sont la Foncière Terre de liens, l'acteur pour le logement social Habitat et Humanisme et le CCFD-Terre Solidaire² et la SIDI³, tous deux acteurs pour la solidarité internationale. Ils organisent notamment ensemble la Semaine de la Finance Solidaire de Finansol pour sensibiliser le public à ce type de placements.

Après trois années de travail fructueux, les partenaires ont dressé un bilan de leurs actions et mènent un plan de développement sur les années à venir.

↳ Pour en savoir plus :
Pôle Solidaire du Nord-Pas-de-Calais
Association des Cigales
81 bis rue Gantois – 59000 Lille
contact@cigales-npdc.org
www.cigales-npdc.org

¹ Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire

² Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire

³ Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement

↳ Échos de PACA

Mon expérience de banquière itinérante en PACA

Béatrice Chauvin, Banquière itinérante - Délégation de Lyon

La Nef innove et teste en région le métier de banquier itinérant depuis un an. Afin de cultiver une proximité de sens sans agence, le banquier tisse du lien dans un ensemble de rencontres associant sociétaires, porteurs de projets, épargnants et réseaux locaux. Chroniques d'un métier de passion...

Lundi dans les Alpes : rencontre avec une association moteur de la dynamique territoriale, où je retrouve le représentant de l'antenne locale de Terre de liens.

Après-midi dans le Buech, deux fois par trimestre, grâce au dynamisme d'un sociétaire : j'y renseigne porteurs de projet, futurs épargnants, et aide à remplir des bulletins de souscriptions. Fin de journée chez un emprunteur, il a réuni des sociétaires et des amis du village. J'explique, réponds aux questions sur l'organisation bancaire, le projet de banque éthique européenne, les valeurs de la Nef...

Dès le lendemain, je joue mon rôle de « passeur de ballon » vers les services Épargne et Crédit et le sociétariat. Pour cela, je transmets des coordonnées et des documents, et je donne des nouvelles de la Biocoop, que je verrai sur la route du retour. À la demande du service Juridique, je rends

visite à un autre emprunteur.

La semaine se poursuit avec une soirée conviviale réunissant quelques sociétaires à Marseille. Des affinités voient le jour et il est même prévu de se revoir... peut-être le germe d'un futur groupe local.

La semaine a été dense mais que de rencontres passionnantes, des projets en cours, des nouveaux sociétaires, des épargnants, et des membres de différents réseaux qui se rencontrent : voilà un bon équilibre pour le futur!

↳ Permanences de la Nef en PACA :

- Le dernier jeudi du mois à La Case à Palabres à Salon-de-Provence
- Le second mardi du mois à l'APEAS à Marseille
- Deux fois par trimestre à Gap ou dans le Buech
- En cours de prévision à Aix-en-Provence et dans le Haut Var

↳ Pour en savoir plus :

Béatrice Chauvin – tél. : 06 23 52 03 87

↳ Échos de Rhône-Alpes

Le CLACE pour une consommation équitable et responsable

Ivan Chaleil, Délégué régional - Délégation de Lyon

Engagés conjointement pour un monde plus responsable, la Nef et le Collectif Lyonnais des Acteurs de Commerce Équitable (CLACE) se sont rapprochés depuis deux ans pour sensibiliser les citoyens aux pratiques éthiques et alternatives.

Le Collectif Lyonnais des Acteurs de Commerce Équitable est le regroupement des associations et structures engagées pour un commerce plus équitable à Lyon. Créé en 2004, il se compose de 25 structures, dont six sont sociétaires emprunteurs de la Nef (Karawan, Laspide, Origeen, Artisans du Monde, L'Épicerie Équitable, Etyk'moi), et ses membres regroupent plus de 1400 adhérents et bénévoles.

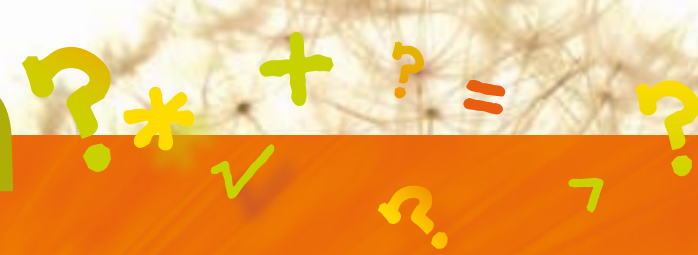
Le CLACE s'est donné pour mission de promouvoir le commerce équitable et la consommation responsable dans l'agglomération lyonnaise, et de faire connaître des structures proposant d'autres moyens de consommer.

Pour cela, il organise des animations telles que la Quinzaine du commerce équitable dans le Grand Lyon, qui s'est déroulée du 8 au 23 mai derniers. Durant toute l'année 2010, il propose également, chaque premier dimanche du mois, un marché du commerce équitable, situé Place Jutard (quartier de la Fosse aux Ours) à Lyon.



↳ Pour en savoir plus :
www.clace.info

>>> comment ça marche? <<<



Le surendettement d'un État

La crise grecque rappelle le danger d'une dette publique trop lourde, financée pour l'essentiel par des investisseurs étrangers, et elle met à jour les faiblesses de l'Europe.

Depuis que la Grèce a adopté l'euro, son économie a été financée par un crédit facile, presque au taux consenti à l'Allemagne, pays dont l'économie est pourtant bien plus solide. Les déficits récurrents de ce pays l'ont amené à solliciter régulièrement les marchés financiers internationaux afin de refinancer sa dette. Or, le contexte financier actuel associé à l'annonce faite en octobre par le nouveau gouvernement grec que le déficit budgétaire s'établissait à 12 % du PIB, et non à 4 % comme l'avait annoncé le précédent gouvernement, ont sérieusement réduit l'accès à l'emprunt de la Grèce. En outre, la crise de Dubaï, intervenue en décembre dernier, a rappelé aux investisseurs qu'un État n'était pas forcément à l'abri de la faillite. Panique!

Le déficit du budget est-il le vrai problème ?

Certes, le déficit budgétaire de la Grèce est élevé, mais pas autant que celui d'autres pays européens. La dette grecque représente une part élevée du PIB, mais celle du Portugal qui est aussi menacé par les marchés est pourtant inférieure. Alors que celle du Japon est gigantesque sans que l'on spéculé contre elle.

A-t-on une (bonne) solution ?

D'abord il ne s'agit jamais de tout rembourser d'un coup mais de faire face à la prochaine échéance, en la remboursant, ou en la refinançant. Au-delà d'une crise de confiance due, d'une part à des placements risqués pris par les autorités qui elles-mêmes été encouragées par des banquiers, et d'autre part à l'existence d'une économie souterraine représentant 30 % du PIB, il y a aussi une dépendance trop grande aux marchés extérieurs. Il est bon de rappeler qu'au Japon, la dette publique est achetée à plus de 90 % par les Japonais eux-mêmes, leur procurant ainsi une plus large indépendance. Il reste que la Grèce est aujourd'hui empêchée de dévaluer sa devise, ce qui serait une réponse classique, et ce dont le Royaume-Uni, de fait, ne s'est pas privé.

Aujourd'hui on parle de *sauver la Grèce*, mais chacun comprend qu'en assurant le refinancement d'une échéance, on sauve d'abord les créanciers de l'État grec, dont des banques européennes. *La Grèce paiera*, aurait-on dit en d'autres temps. À ce prix, on n'aura pourtant fait qu'une échéance, dans un seul pays.

des projets et des prêts

→ Développement d'un groupe favorisant l'emploi durable et l'insertion dans le Nord

Cap Emploi Services SA - 91 rue Delaby - 59500 Douai
03 27 99 10 22 - groupe-capemploi@wanadoo.fr



Cap Emploi Services intervient dans les domaines du service à la personne et du travail temporaire en développant une stratégie par filière professionnelle. Le groupe prévoit le lancement de Proxim, une agence de service à la personne. La Nef, qui avait financé le développement d'une agence de tra-

vail temporaire spécialisée dans l'insertion en 2008, a été à nouveau sollicitée pour financer le démarrage de cette nouvelle filiale.

→ Création d'une conciergerie durable dans les Bouches-du-Rhône

EURL Concierge Durable
06 98 65 77 30 - www.concierge-durable.com

Après un parcours professionnel dans la publicité et le multimedia, Martine Payeur a souhaité créer Concierge Durable, une société de services pour les salariés des entreprises désirant diminuer leur empreinte écologique. Dans une démarche de développement durable, elle propose de faciliter la conciliation entre vie privée et professionnelle grâce à des prestataires de service sélectionnés pour leur plus-value environnementale ou sociale. La Nef a été sollicitée pour contribuer aux investissements de départ de l'entreprise.



→ Développement d'une imprimerie coopérative militante en Haute-Garonne

SCOP Imprimerie 34 - 6/8 rue Bagnolet - 31100 Toulouse
05 61 43 80 10 - www.imprimerie34.com



L'Imprimerie 34 est une structure artisanale créée dans un souci de liberté d'expression à la suite des mouvements sociaux de 1968. Devenue une SCOP en 1985, cette coopérative dont l'ensemble des 15 salariés sont associés, est animée par un fort élan de solidarité et permet l'insertion de personnes

en difficulté en intégrant la transmission des savoir-faire. La Nef a été sollicitée aux côtés de l'URSCOP, l'ÉS, Midi-Pyrénées Active, le Crédit Coopératif et un autre organisme bancaire pour financer son développement.

→ Création d'une unité de fabrication de ouate de cellulose isolation dans le Finistère

SAS Cellaouate - 10 rue de la Tannerie
29600 Plourin-les-Morlaix - cellaouate@orange.fr

Cellaouate produit des sacs de ouate de cellulose isolation utilisés pour les bâtiments à basse consommation et les constructions bioclimatiques. Cet isolant écologique est conçu grâce à des partenaires techniques spécialisés dans la collecte, le tri (ESAT Les Genêts d'Or* et KEJAL) et la transformation (Isocell) de papier journal. La Nef a été sollicitée aux côtés du Crédit Coopératif et d'un autre organisme bancaire pour financer l'acquisition des locaux ainsi que les lignes de production, emballage et équipement.



le dossier

Guy Archambault, journaliste spécialisé en éco-construction et environnement

Habitat, habiter au

Notre société est en mutation, et se trouve confrontée à des enjeux globaux considérables. Parallèlement, dans notre pays, la question du logement n'a jamais été aussi prégnante. Il en manque encore quelque 900 000. Cela pose beaucoup de questions quant à la qualité des habitations à construire, leur localisation, leur statut ainsi que celui de l'occupant. Poser la question du logement revient donc à poser la question du modèle de société, et partant des modèles économiques. Une réflexion globale s'impose.

Notre société vit une profonde mutation à plus d'un titre. C'est sans doute la première fois que ce phénomène se produit : les générations qui arrivent ont un atavisme, une culture, fondamentalement différents de celles qui les précèdent. Les nouvelles générations sont venues au monde au moment où le téléphone n'avait plus de fil (génération Y). La télécommande a singulièrement bouleversé la société. Ils arrivent également dans un monde où la mobilité s'est développée d'une façon fulgurante. Les distances se sont considérablement réduites, et le rapport au temps s'en est trouvé fondamentalement modifié. La communication, via les réseaux, le téléphone mobile, etc. accroît ce phénomène. On est désormais en relation avec le monde entier, où qu'on se trouve, en un « clic ».

On peut augurer, sans grand risque d'erreur, que les lieux de vie, logement ou bureau, auront tendance à se confondre de plus en plus, avec en prime, une approche patrimoniale très différente.

Une population vieillissante

On vit de plus en plus longtemps, et on devient vieux de plus en plus tard. 21 % des Français avaient plus de 60 ans en 2000, soit 12 millions de personnes. Les projections font état de 17 millions en 2020, et 24 millions en 2050. Et la part des très âgées est très importante : de 200 000 personnes de 85 ans et plus en 1950, on devrait en compter près de 5 millions en 2050. Depuis 1950, la probabilité de survie entre 60 et 85 ans a plus que doublé. On compte aujourd'hui 13 000 centenaires ; ils seront 165 000 en 2050, sur 64 millions d'habitants dans notre pays. En 1990, l'espérance de vie après 60 ans était de 24 ans pour les femmes, et 19 ans pour les hommes. Ces chiffres seront respectivement 31 et 26 ans en 2050. Cela ouvre de nouveaux horizons pour tous les biens d'équipement et d'amélioration de l'habitat. Il y aura en 2020 deux fois plus de personnes âgées de plus de 50 ans que de moins de 20 ans. Seront-elles plus mobiles que les cinquantenaires d'aujourd'hui ? Faudra-t-il construire ou aménager les logements spécifiquement ?

Autre facteur à prendre en compte, les seniors sont propriétaires dans une proportion très supérieure à la moyenne nationale, de l'ordre de 73 % (contre 57 % pour l'ensemble de la population) selon l'INSEE. Combien de temps demeureront-ils « chez eux » ? Quels logements faudra-t-il mettre à leur disposition et avec quels services associés ? Que deviendront ces logements à leur disparition ?

Des enjeux globaux

Est-il besoin de rappeler que les dérèglements climatiques sont engagés, inexorablement. En cause, les gaz à effet de serre notamment, issus de la combustion de combustibles fossiles pour une part importante.

Le bâtiment, globalement, est responsable de quelque 40 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, des déchets générés, et de la consommation de ressources naturelles¹. Il est donc nécessaire, outre les préoccupations énergétiques, de repenser l'usage des ressources, donc de construire et rénover de façon différente. Par exemple, le recours aux ressources locales et le recyclage de matériaux usagés² doivent être étudiés³. Il est également indispensable de construire des bâtiments plus sobres, mais aussi rénover efficacement le parc existant. Tout cela en tenant compte des transformations de la société.

À cela s'ajoute une paupérisation inquiétante d'une partie de la société, de plus en plus importante. « On estime qu'entre 3 et 5 millions de ménages français sont dans cette situation de précarité. Ils



éprouvent de réelles difficultés à satisfaire leurs besoins énergétiques, notamment le chauffage. Ils peuvent consacrer plus de 10 % de leurs revenus à l'achat d'énergie pour leur logement, indique Didier Chérel, coordinateur de la lutte contre la précarité énergétique à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). Impayés, endettement progressif, coupures d'énergie, puis restriction et privation de chauffage engendrent des problèmes de santé et un isolement social des foyers modestes. »⁴

À cela s'ajoute le « mal logement » : environ 3 082 500 de nos compatriotes sont pas ou mal logés et 5 670 000 sont « en situation de réelle fragilité à court ou moyen terme »⁵. Selon l'Observatoire des Inégalités, « la proportion de pauvres parmi les salariés a nettement progressé depuis 30 ans. Aujourd'hui, la moitié des pauvres sont des actifs, et trois SDF sur dix ont un travail mais ne peuvent pas financer un logement ». Ces éléments invitent à réfléchir à un autre modèle de société, une réflexion en rupture.

Où construire ?

Le lieu choisi pour se loger et le type même de logement, seront déterminants quant aux impacts environnementaux. La maison individuelle isolée est sans doute la plus mauvaise solution de ce point de vue. On peut multiplier par plus de deux la consommation d'un ménage, si on intègre la dépense d'énergie liée à la mobilité en fonction de la localisation par rapport aux centres de vie (centre-ville, gare, aéroport, gare routière, lieux de loisirs et de culture, etc.). Selon l'Enquête Nationale Transports et Déplacements 2007-2008, un ménage habitant en milieu rural parcourra 20 000 km/an en moyenne, contre 12 500 en milieu urbain (ville-centre hors pôle urbain de Paris). « Un même ménage de référence parcourt en moyenne environ 40 % de kilomètres en voiture de plus s'il réside en milieu périurbain ou rural que s'il réside en ville-centre de pôle urbain de province, et 45 % de moins s'il réside dans le pôle urbain de Paris. Le kilométrage annuel d'un ménage de référence est 2,5 fois plus élevé en milieu périurbain qu'au sein du pôle urbain de Paris. » L'habitat groupé ou le petit collectif en zone urbanisée, constituent des solutions qui devraient se développer à l'avenir. En matière de prise en compte des impacts envi-

*Établissement d'aide par le travail de personnes handicapées

XXI^e siècle

ronnementaux, il faudra suivre le phénomène des « villes en transition », où les habitants se prennent en charge et développent un modèle de société urbaine plus solidaire.⁶ Enfin, la présence de nuisances - voies de circulations, lignes de transport d'électricité, aéroport, etc. - doit être prise en compte. Le mieux étant de s'en écarter autant que ce soit possible.

Vers un nouvel « habiter »

L'avenir résidentiel, à l'aune de ces considérations, pourrait alors passer, pour toutes les catégories sociales, par des maisons plurifamiliales (comme au Québec ou en Allemagne) ou des petits immeubles à taille humaine⁷ sur des espaces paysagés partagés (exemple des pays du Nord de l'Europe). On y habiterait pour une durée non déterminée et aisément révocable. On paierait, non pas le seul local, mais « l'habiter », véritable service comprenant certes le local, mais également l'entretien des équipements, tant pour maintenir ceux-ci à un haut niveau de performances, le même pour tous à la base, que pour optimiser la ressource (eau, énergie), et limiter les risques pour la santé (entretien des systèmes de ventilation par exemple). L'action sociale, si elle s'avère nécessaire, pourrait s'exercer sous la forme d'une aide directe, permettant de minorer la charge des familles concernées. Elles seraient toutefois correctement logées.

Parmi les évolutions, sera la notion de « partage fonctionnel ». Il est imaginable que les habitants partagent un jour les équipements tels que tondeuse, taille-haie ou automobile. Des expériences existent déjà. On peut également imaginer que les immeubles de logements collectifs comportent à terme des laveries communes pour

l'entretien du linge, économies d'énergie et convivialité à la clé (de tels équipements existent dans les pays du Nord de l'Europe et aux États-Unis). Cette disposition n'est d'ailleurs pas une idée neuve, déjà mise en œuvre par l'architecte de la Fondation Rothschild, Henry Provensal, et dans les réalisations du groupe Maisons Ouvrières, dès le début du XX^e siècle à Paris.

Repenser l'économie du système

En poussant la logique un peu plus loin, on peut repenser l'économie même des systèmes.

Certains composants ont une fonction bien précise, dont la pérennité des performances est essentielle, soit pour la bonne santé des habitants, soit pour la pérennité des performances de l'ensemble. On peut citer les fenêtres, la chaudière, le système de ventilation, etc. Est-il nécessaire de posséder ces équipements, lorsqu'on est propriétaire d'un logement, bailleur ou occupant ? On peut parfaitement imaginer un système où celui qui occupe paie à tempérament l'usage, comprenant l'entretien périodique, et le remplacement à terme défini (ce qui permet d'activer les réseaux de recyclage). Imaginez une fenêtre, dont on remplacerait les ouvrants tous les 10 ou 12 ans.

Ce balayage trop bref de la conjoncture et de solutions constitue une invitation à une réflexion en rupture, le mode incrémental ayant montré ses limites. Il s'agit de fonder celle-ci sur la personne, ses besoins. Faut-il posséder son logement ou ses composants ? Rien n'y oblige, et dans le contexte actuel, c'est sans doute la solution la moins bien adaptée. L'approche patrimoniale des jeunes générations, associée à une plus grande

mobilité, ne garantit pas que ces propriétés retrouvent rapidement preneur dans le privé, d'autant moins que nombre d'entre elles auront des performances incompatibles avec le coût de l'énergie. Il serait donc utile d'imaginer un autre système, fondé sur des entités semi-étatiques qui possèderaient les logements mis à disposition dans les conditions décrites. Un bouleversement profond en perspective.

➤ Nef Immo et Nef Éco

Consciente des diverses problématiques liées à l'habitat, la Nef accompagne depuis 2006 les particuliers dans leurs projets immobiliers en éco-construction et éco-rénovation (Nef Immo) ainsi que pour les équipements dédiés à l'économie ou à la production d'énergies renouvelables (Nef Éco). La Nef s'engage à financer des projets qui répondent à des critères rigoureux en termes de considérations bioclimatiques, de consommation d'énergie basse, de recours à des matériaux naturels ou encore de proximité et d'accessibilité géographique.

Avec 2,3 millions d'euros de prêts débloqués en 2009, soit 10,7 % de l'ensemble des déblocages, l'activité de Prêts aux Particuliers a progressé de 61 %, représentant 37 prêts en 2009. Les dossiers les plus significatifs en montant ont concerné le financement de projets photovoltaïques privés de toutes tailles et d'habitat groupé.

Depuis le début de l'activité auprès des particuliers, la Nef a financé près de 100 projets pour un montant total de 5,5 millions d'euros. L'augmentation constante de cette activité révèle une demande croissante de particuliers en quête de financements éthiques pour leur projet respectueux de l'environnement.

zoom sur...

➔ La Ferme du Cabri au Lait

La Ferme du Cabri au Lait - Les Héraults - 37800 Sepmes – www.cabriaulait.fr

Romain Donnedieu de Vabres, Chargé de Crédit - Délégation de Paris

Élevage de chèvres avec production laitière et transformation fromagère, la Ferme du Cabri au Lait produit le fameux fromage de Sainte-Maure de Touraine.

Créée en 2009, cette ferme agricole biologique installée à Sepmes, en Indre-et-Loire, a bénéficié du premier investissement de la foncière Terre de liens en région Centre. Sa production est vendue auprès d'AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et de magasins spécialisés.

Directeur dans une association d'insertion par l'activité économique pendant cinq ans, Sébastien Beaury a souhaité concrétiser un projet de longue date, en créant un élevage caprin en Touraine avec le soutien de son épouse. La Nef et le Crédit Coopératif ont alors été sollicités pour financer les investissements liés au démarrage de son activité : achat du bâti et du matériel, aménagement d'une chèvrerie, d'une salle de traite et d'une fromagerie, et bien sûr acquisition de deux boucs et des premières chevrettes, de race alpine.

Un projet dans la mouvance Terre de liens

Avec un mode de production biologique, Sébastien s'engage notamment à respecter la période de lactation des chèvres (d'avril à décembre), à leur fournir une alimentation bio et à favoriser un élevage en pâturage. L'acquisition des terres (22 ha) a été possible grâce au soutien de la foncière Terre de liens et à une forte mobilisation locale. Plus de 70 personnes ont effectivement souscrit des parts à la foncière en vue de la création de la Ferme du Cabri au Lait.

Une association régionale de Terre de liens s'est depuis créée dans la région Centre dans l'objectif d'ancrer et de dynamiser ce mouvement localement en faveur de l'accès au foncier pour des projets agricoles socialement, écologiquement et économiquement pérennes, et d'encourager la mobilisation de citoyens autour de ceux-ci.



Une dynamique collective et solidaire

Au-delà de la mobilisation citoyenne autour du projet, la Ferme du Cabri au Lait bénéficie d'un réseau de distribution exceptionnel en fournissant plusieurs AMAP départementales qui assurent ainsi aux producteurs des revenus stables et réguliers. Les fameuses bûchettes de fromage de chèvre de Sainte-Maure ainsi que des yaourts sont distribués dans les paniers hebdomadaires de quatre AMAP : Bio en Brenne, la Belle Terre, la Riche en Bio et l'AMAP de Consoudes qui se sont engagées à acheter les produits de la ferme.

Cette démarche n'est d'ailleurs pas nouvelle pour Sébastien Beaury et son épouse Claire Proust qui ont participé à la création de l'AMAP Bio en Brenne en 2006, et dont les légumes sont fournis par Marc Guyen, un maraîcher bio sociétaire emprunteur de la Nef. Il est également prévu que les fromages soient vendus par le biais de plusieurs Biocoop de la région, répondant ainsi au souhait du réseau de magasins bio de s'approvisionner localement en priorité.

Bien que mené par deux personnes, le projet de la Ferme du Cabri au Lait s'appuie sur une dynamique collective et solidaire essentielle. Pour preuve, un cercle de cautions composé de 10 personnes a été constitué pour garantir le prêt avant le démarrage de l'activité.

Aujourd'hui les aménagements sont en cours de finition sur la ferme. La salle de traite a été aménagée, et des chantiers solidaires sont organisés pendant l'été pour achever les travaux de la fromagerie avec l'aménagement du laboratoire destiné à l'affinage. Avec une soixantaine de chèvres en lactation, le cheptel fournit déjà du lait pour produire des faisselles et des yaourts aux AMAP, et les premières ventes de fromages Sainte-Maure sont prévues pour l'été.

Mobilisation citoyenne, ancrage local et régional, circuit court et mode de production biologique : assurément, le Cabri au Lait tient la route !

PARTENARIAT ÉPARGNE

Retrouvez dans chaque numéro l'actualité des partenaires épargne de la Nef!

Au nombre de 19, ils bénéficient de vos dons d'intérêts sur les Comptes épargne Nature et Insertion ainsi que sur le Plan d'épargne Nef. Actifs dans les domaines environnemental, social, culturel ou encore de la solidarité internationale, ils participent par leurs activités à la construction d'une économie fondée sur le respect de l'être humain et de la nature.

Partenaires du Compte épargne Nature

• Association La NEF • Bio Consom'Acteurs • Cniid • FNAB • Les Amis de la Bio-Dynamie • Les Amis de la Terre France • Nature & Progrès Réseau Sortir du Nucléaire • WWF France

Partenaires du Compte épargne Insertion

• Association La NEF • Fédération Nationale Accueil Paysan • Fédération des Cigales • Fondation pour le Logement Social • Réseau Cocagne Raoul Follereau – Aide à la réinsertion par l'emploi en France

Partenaires du Plan d'épargne Nef

• Echoppe • Ecidec • Survival International (France) • Amis de Terre du Ciel • Voix Libres • Tous les partenaires des Comptes épargne Nature et Insertion

partenariat

Georges Persoz, Responsable Réinsertion par l'emploi en France de la Fondation Raoul Follereau

L'action d'aide à la réinsertion par l'emploi en France de la Fondation Raoul Follereau

Bâtir un monde sans lèpres. Sans la lèpre, mais aussi sans ces autres lèpres que sont l'ignorance et la pauvreté. Telle est la mission que la Fondation Raoul Follereau (FRF) poursuit inlassablement dans les pas de son fondateur à travers des actions visant à soigner, éduquer, former, réinsérer.

Présente dans 39 pays, dont la France, la FRF s'efforce d'apporter ainsi sa pierre à la construction d'un monde plus juste et plus humain. Ne recevant pas de subventions de l'État, elle agit grâce à la générosité de donateurs privés, particuliers et entreprises, dont font partie les épargnants de la Nef qui lui font don de tout ou partie de leurs intérêts.

Une réponse concrète au chômage

Depuis plus de 15 ans, la FRF contribue au recul des exclusions en France. Puisant dans le milieu rural une réponse concrète au problème du chômage, elle poursuit un double objectif : aider des professionnels motivés et compétents, en situation précaire, à créer leur propre emploi, et revitaliser des communes de moins de 2 500 habitants.

Quels que soient leur âge, leur situation familiale, leur parcours professionnel, les candidats qui font appel à la FRF sont le plus souvent exclus du marché du travail et du système bancaire. Tous ont les compétences, mais pas les moyens financiers ni les connaissances administratives pour démarrer leur propre activité. Refusant l'assistanat, la FRF les accompagne humainement, techniquement et financièrement si nécessaire.

Le Compte épargne Insertion de la Nef a permis à quelques dizaines de porteurs de projets de la FRF d'accéder à un établissement bancaire à taille humaine où ils ont

été écoutés et ont trouvé un prêt adapté à leur situation précaire. D'autre part, en faisant don de tout ou partie de leurs intérêts, les épargnants de la Nef aident de façon déterminante la FRF à développer une action qu'elle est la seule à mener de cette façon en France.

En 15 ans, quelque 3 000 candidats ont été conseillés, 1 500 projets accompagnés, 300 soutiens financiers accordés. Compte tenu du nombre de sollicitations en attente, la FRF espère ne pas en rester là. Elle compte particulièrement sur les sociétaires de la Nef pour continuer à apporter, à sa mesure, une contribution efficace et originale au recul du chômage et à la redynamisation du milieu rural en France.

Patrice et Dorothée : heureux... dans leur pétrin!

Depuis longtemps, Patrice souhaitait exercer un métier en cohérence avec sa façon de vivre. Lorsqu'en 2008 sa femme et lui sont licenciés économiques, il voit là l'occasion de se lancer et surtout de faire vivre sa famille! Son projet : vivre en milieu rural, faire du pain bio, et auto-construire sa maison et ses outils de travail!

Maquettiste et illustrateur dans son ancien métier, Patrice passe son CAP de boulanger, apprenant la pratique le jour et la théorie tout seul le soir. Sa motivation et son savoir-faire en boulangerie bio ne suffisent pas :

il n'a aucune expérience de montage de projet ni de recherche de financement.

Après avoir lu un article dans Vif-argent et sur recommandation d'un ami, boulanger bio lui aussi, il fait appel à la Fondation Raoul Follereau. « Je me suis senti vraiment compris et cela m'a conforté dans l'idée de poursuivre dans cette direction : vivre et travailler de façon cohérente, simple et autonome, en milieu rural. La Fondation Raoul Follereau est le seul organisme qui prend en compte des petits projets. »

Grâce aux intérêts du Compte épargne Insertion de la Nef attribués à la FRF, Patrice a reçu l'aide financière nécessaire pour démarrer son activité. Il a

construit lui-même son fournil, son four et son pétrin. Installée à Écoche depuis le mois d'août 2009, la boulangerie l'Écopain commence à être connue par le bouche à oreille. Dans ce village de la Loire, il n'y avait plus de boulangerie depuis 35 ans! « Aujourd'hui nous avons un petit revenu, explique Dorothée, mais il nous permet au moins de vivre comme nous le voulions! »



Soutenu grâce aux intérêts du Compte épargne Insertion de la Nef attribués à la FRF, Patrice a construit lui-même son pétrin.



➤ Pour en savoir plus :
Fondation Raoul Follereau
31 rue de Dantzig - 75015 Paris
tél. : 01 53 68 98 98
ruralite@raoul-follereau.org
www.raoul-follereau.org

partenariat

Julien Adda, Délégué Général de la FNAB

La FNAB, pour une agriculture biologique cohérente et durable

La Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique des régions de France (FNAB) poursuit un double objectif de défense et de représentation des agriculteurs biologiques. Elle est partenaire du Compte épargne Nature de la Nef.

Organisme professionnel à vocation syndicale créé en 1978, la FNAB œuvre pour un développement cohérent, durable et solidaire de la production agricole grâce à son réseau, composé de groupes départementaux et régionaux.

Face à une montée en puissance de l'agriculture biologique, la FNAB s'attache à promouvoir ce mode de production comme un modèle agricole incontournable dans les 10 prochaines années tout en veillant à conserver sa cohérence technique, sociale et économique. Pour cela, la fédération mène un travail de réseau au plus près des paysans ainsi

qu'au niveau des institutions françaises et européennes afin d'éviter que cette tendance forte, portée par les consommateurs et les citoyens européens, tombe dans l'impasse dans laquelle s'est fourvoyée l'agriculture conventionnelle, ne réussissant plus à faire vivre décemment ses propres producteurs.

En 2009, l'action des épargnants de la Nef a notamment permis de soutenir une action concrète de capitalisation et de mutualisation des bonnes pratiques des organisations économiques de producteurs dans le secteur prometteur de la restauration collective. L'enjeu est en effet de réussir à structurer des outils autonomes pour les producteurs dans leurs relations avec des parties prenantes de la restauration collective bio : collectivités, techniciens des restaurants, administratifs des établissements publics, etc. Ainsi, plus d'une dizaine de SCIC ont été créées et seront bientôt

réunies en tête de réseau. En 2009, les achats pour la restauration collective bio en France ont doublé, passant de 44 millions d'euros en 2008 à 92 en 2009.

La FNAB a ainsi besoin de financements privés pour réussir le pari d'une agriculture biologique cohérente, innovante et durable. Les épargnants désireux de soutenir son action peuvent lui faire don de tout ou partie de leurs intérêts.



➤ Pour en savoir plus :
FNAB
40 rue de Malte - 75011 Paris
tél. 01 43 38 38 69
fnab@fnab.org - www.fnab.org
www.repasbio.org

projet banque

Retrouvez l'actualité des partenaires de la Nef, Banca Etica et Fiare, dans le cadre du projet de création de Banca Etica Europa!

Paola Ferrara, Responsable de la Communication de Banca Popolare Etica

Banca Etica : participation record pour élire un nouveau Président

L'Assemblée Générale des sociétaires de Banca Popolare Etica s'est déroulée le 22 mai dernier à Padoue avec notamment au programme l'élection d'un Conseil d'Administration renouvelé aux ¾ et d'un nouveau Président. Cet événement a permis de réunir près de 1000 participants et a mobilisé en masse les sociétaires.

« Nous avons relevé le défi et démontré que la finance peut être éthique. Notre modèle a commencé à se répandre dans tout le système bancaire; nous avons mis en route une caravane, qui en avançant, construira une économie au service d'un monde plus juste. Continuez dans cette direction » prononce avec émotion Fabio Salviato, Président fondateur de Banca Etica dans le cadre de son discours. Ayant atteint le maximum de quatre mandats prévus par les statuts de la banque italienne, il n'a pu présenter une nouvelle fois sa candidature au Conseil d'Administration. L'importance de l'événement a fortement mobilisé les sociétaires : plus de 5200 personnes ont voté au total.

Malgré une année marquée par la crise financière, le résultat de l'exercice reste positif (30 000 €) et les volumes d'emplois et de ressources ont continué de croître : + 26 % pour les crédits et + 11 % pour la collecte d'épargne.

Le nouveau Conseil d'Administration a choisi Ugo Biggeri pour présider la première institution de crédit italienne dédiée entièrement à la finance éthique. Il était jusqu'à présent le Président de la Fondation de Responsabilité Éthique de Banca Etica. Acteur historique du projet, il s'est également engagé dans les secteurs de la solidarité et de l'économie responsable. Il est le concepteur et le promoteur de la manifestation « Terra Futura » et du réseau social Zoes.it. Sociétaire de longue date de Banca Etica, il avait déjà fait partie du Conseil d'Administration de 1998 à 2007.

À sa nomination, Ugo Biggeri s'est exprimé : « Banca Etica est un rêve devenu réalité. Grâce au travail accompli ces dernières années, nous pouvons aujourd'hui aider à la construction de réseaux organisés de l'économie responsable. Banca Etica continuera à faire sa part du travail en tâchant d'être encore plus efficace et novatrice. »

Son programme prévoit entre autres de continuer le développement de Banca Etica et la conquête d'un rôle stratégique pour la finance éthique en Italie, l'innovation et la poursuite du projet de collaboration avec la Nef en vue de la création de Banca Etica Europa.



Pour en savoir plus :
Banca Popolare Etica - www.bancaetica.com

Juan Garibi, Directeur de Développement du Projet Fiare

Fiare se structure et diversifie son sociétariat

Parallèlement à son action de collecte de capital, la coopérative Fiare poursuit ses efforts en se dotant d'un Comité d'Éthique national et en intégrant pour la première fois des collectivités locales dans son sociétariat.

Jusqu'en 2010, Fiare disposait de Comités d'Éthique locaux qui émettaient un avis favorable ou non sur les crédits octroyés. L'avènement d'un Comité d'Éthique national permet à l'ensemble de la structure de bénéficier d'éclairages éthiques sur ses activités. Particulièrement hétéroclite, ce comité est composé de professeurs en économie et en philosophie, d'ingénieurs, et de salariés d'organisations du tiers secteur, tous engagés depuis plusieurs années dans la promotion du projet de Fiare.

La coopérative espagnole est née grâce aux réseaux du tiers secteur qui cherchaient depuis longtemps un acteur financier disposé à les soutenir dans leurs besoins de développement. Avec près de 500 organisations qui la supportent, la coopérative de Fiare attire désormais l'attention des collectivités locales qui voient dans le projet un outil d'utilité publique permettant de « lutter contre la pauvreté et l'exclusion ».

Les communes de Sabadell (Catalogne) et Ordizia (Pays Basque) sont ainsi devenues les deux premières collectivités à intégrer la coopérative. Soucieuse de les impliquer au-delà du seul apport en capital, Fiare a réalisé une proposition de partenariat afin de faire converger leurs objectifs. Ce rapprochement permet d'envisager plusieurs pistes d'actions communes telles que l'ouverture de dépôts par les collectivités, l'organisation de journées sur le thème de la finance éthique, ainsi que des actions croisées en faveur de la création d'entreprise dans l'agriculture, la coopération Nord-Sud et l'écologie.



Pour en savoir plus :
Proyecto Fiare
info@fiare.org - www.proyectoifiare.com

LA NEF, MODE D'EMPLOI

Vous êtes sociétaire de la Nef ou vous souhaitez le devenir

En souscrivant au capital de la Nef, vous devenez membre à part entière de la coopérative et participez ainsi pleinement à son action.

Vous avez accès à un certain nombre de services directement avec la Nef

Les prêts Nef

• Les prêts professionnels et associatifs

Ces prêts permettent d'accompagner le développement d'activités et la création d'entreprises dans les domaines de l'écologie (agriculture biologique et bio-dynamique, filière bio, énergies renouvelables, éco-construction, etc.), du développement social et solidaire (insertion sociale, commerce équitable, développement local, etc.) et de la culture (activités artistiques et pédagogiques, édition, etc.).

• Les prêts aux particuliers : Nef Immo et Nef Éco

Ces prêts sont destinés aux sociétaires de la Nef ayant des projets d'éco-construction, d'éco-rénovation ou d'investissements écologiques.

» L'organisme gestionnaire

La Nef dans le cadre de son agrément Banque de France.

L'épargne à moyen / long terme

• Les parts de capital

Un placement solidaire qui accompagne la Nef dans son développement et peut vous donner droit à des réductions fiscales intéressantes.

• Les comptes de dépôts à terme

Des placements rémunérés sur une durée de 25 mois à 10 ans, permettant d'orienter votre épargne dans le secteur de votre choix et de faire un don d'intérêt à un partenaire dans le domaine de l'insertion sociale ou de l'environnement.

• Le Plan d'épargne Nef

La possibilité d'épargner à votre rythme pour constituer un capital en vue de réaliser vos projets à moyen-long terme.

» L'organisme gestionnaire

La Nef dans le cadre de son agrément Banque de France.

C'est grâce à ce type d'épargne que la Nef peut soutenir des projets dans la durée.

Vous pouvez également bénéficier de services bancaires complémentaires

Les comptes d'opérations courantes

• Le compte-chèques Nef - Crédit Coopératif

Tous les services bancaires habituels et un chéquier aux couleurs de la Nef!

• Le livret Nef - Crédit Coopératif

Une épargne rémunérée, disponible à tout moment, constituant une ressource moins chère que les comptes-chèques pour la Nef.

» Il n'y a pas de minimum d'ouverture pour ces deux comptes.

» L'organisme gestionnaire

Le Crédit Coopératif dans le cadre d'un accord de partenariat avec la Nef.

Deux comptes à ouvrir simultanément pour mieux gérer votre argent au quotidien.

Tous les produits d'épargne de la Nef sont labellisés par Finansol.



Conditions de rémunération de l'épargne applicables au 1^{er} juillet 2010

• Taux d'intérêts applicables aux dépôts à terme, Comptes épargne Insertion, Comptes épargne Nature et Plans d'épargne Nef

durée	25 mois	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
taux	1,50 %	1,70 %	1,90 %	2,25 %	2,65 %	3,00 %	3,20 %	3,35 %	3,50 %

• Taux du livret Nef - Crédit Coopératif : 1,00 %

Fiscalité au 1^{er} janvier 2010

• Avantages fiscaux

La souscription au capital de la Société financière de la Nef peut donner droit à des avantages fiscaux au niveau de l'Impôt sur le Revenu et de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Renseignez-vous!

• Imposition des revenus de capitaux mobiliers (pour les personnes physiques)

• Les intérêts perçus sur les dépôts à terme ou sur les Plans d'épargne Nef peuvent être soumis - sur option - au prélèvement libératoire forfaitaire (30,10% pour les intérêts conservés par l'épargnant et 17,10% pour les intérêts donnés à une association).

• Les intérêts perçus sur les parts sociales sont soumis à une retenue à la source de 12,10% et - sur option - au prélèvement libératoire forfaitaire (18% si les intérêts sont conservés ou 5% s'ils sont donnés à une association).

Pour toute information sur l'épargne et les prêts, vos interlocuteurs vous répondent au ou sur lanef@lanef.com.



Ho sognato una banca*

En marge de l'affrontement stérile entre l'idéologie du « tout-État » et du « tout-marché » qui a profondément marqué le XX^e siècle, la société civile a fait entendre sa voix avec l'émergence des mouvements pacifiste, écologiste ou encore tiers-mondiste depuis les années 1970. Les slogans sont devenus, dans les années 1980-1990, des actes, dont le commerce équitable est l'un des plus beaux exemples.

Dans son ouvrage, Fabio Salviato nous raconte comment il a vécu, en première ligne, cette formidable période. Il fut, en effet, l'un des pionniers du commerce équitable en Italie avant de devenir le Président du Conseil d'Administration de Banca Popolare Etica, de 1999 à 2010.

Ce livre nous fait revivre le cheminement des pionniers vers l'avènement de la société civile comme véritable actrice de la transformation sociale. Sur ce chemin, la banque éthique est une balise décisive. En effet, il est urgent de répondre aux besoins en financement d'initiatives solidaires et citoyennes ignorées par des banques qui se sont éloignées de leur rôle – pourtant central – d'intermédiation



financière : gérer l'épargne confiée en toute transparence et responsabilité ; donner crédit, c'est-à-dire accorder sa confiance.

Est retracé le « parcours du combattant », ponctué de multiples rebondissements, à l'origine de Banca Etica, fruit d'une coopération entre les réseaux de la société civile italienne d'autant plus efficace que tous partageaient le sentiment qu'il s'agissait là d'une « occasion qu'il ne [fallait] pas perdre ».

C'est là toute la force de cet ouvrage : nous transmettre l'enthousiasme et l'énergie des pionniers. Cette énergie est d'autant plus communicative que la réflexion de l'auteur dépasse les frontières, notamment lorsqu'est évoquée la genèse du projet Banca Etica Europa.

À la lumière des belles histoires – pourtant réelles – que nous conte l'auteur, on prend conscience de ce qui a été fait et on partage son rêve, on s'engage à prendre le relais. Au-delà des frontières.

* J'ai rêvé d'une banque

actualité

La délégation toulousaine se développe !

Créée en 2003 à Villeneuve-sur-Lot, la Délégation de Toulouse est installée depuis le mois d'octobre 2009 dans la ville rose. L'équipe, composée de Julie Lavit, Déléguée Régionale et Vanessa Gerner, correspondante bénévole devenue Chargée de Crédit, assure les missions liées au crédit et à l'animation du territoire. Les correspondants

bénévoles et les sociétaires actifs du Sud Ouest accompagnent leurs activités au plus près des territoires.

Dernièrement, la délégation a intégré les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales dans son périmètre d'intervention et intervient ainsi sur les régions Midi-Pyrénées, Aquitaine, Limousin et sur l'Ouest du Languedoc-Roussillon.

Une inauguration des nouveaux locaux est prévue le 24 septembre prochain et permettra de réunir les sociétaires et les partenaires de la Nef.

➤ Pour en savoir plus :

La Nef
Immeuble Le Dragon Rouge
7 rue Alaric II
31000 Toulouse
tél. : 05 34 30 53 10
fax : 05 34 30 57 94
courriel : delegation.toulouse@lanef.com

actualité

Double distinction pour l'Institute for Social Banking

L'Institute for Social Banking (ISB – Bochum, Allemagne), est un organisme de statut allemand qui rassemble les principales structures financières éthiques européennes, parmi lesquelles la Nef, et qui organise des formations en langue anglaise sur la finance éthique et solidaire.

En 2010, l'ISB a élu le nouveau Président de son Conseil qui n'est autre que Jean-Pierre Caron, Coordinateur de l'Association La NEF et vice-Président du Conseil de Surveillance de la société financière. Par ailleurs, l'ISB a reçu cette année le Prix spécial de l'innovation en formation continue, décerné par le Ministre Président de Rhénanie du Nord-Westphalie, pour sa formation en Master, et a été reconnu par l'Unesco comme projet de la décennie en matière d'éducation au développement durable.

➤ Pour en savoir plus :

Institute for Social Banking e. V.
Christstr. 9
44789 Bochum
Allemagne
www.social-banking.org
info@social-banking.org



Demande d'informations, changement d'adresse postale* ou électronique

À retourner à : La Nef \ 114 bd du 11 novembre 1918 \ 69626 Villeurbanne Cedex \

tél. 04 72 69 08 60 \ fax 04 72 69 08 79 \ lanef@lanef.com \ www.lanef.com

nom (Mme, Mlle, M.).....prénom.....

ou raison sociale.....n° de sociétaire.....

adresse.....

code postal.....ville.....

tél. courriel.....

☐ Je vous indique ma nouvelle adresse* ☐ Je souhaite recevoir une documentation détaillée sur les formules et services proposés par la Nef

☐ Je souhaite recevoir plusieurs exemplaires de Vif-argent pour le diffuser ☐ Je suis intéressé(e) pour recevoir Vif-argent uniquement par courriel

Comment avez-vous connu la Nef?.....

* En cas de changement d'adresse postale, merci de nous retourner une copie de justificatif de domicile.

V-A 53

Vif-argent n° 53 / juillet 2010
Édité par la Société financière de la Nef
114 bd du 11 novembre 1918
69626 Villeurbanne Cedex
tél. 04 72 69 08 60 - www.lanef.com

Responsable de publication / Audrey Milhorgne
Ont participé à ce numéro / Julien Adda, Guy Archambault, Jacky Blanc, Jean-Pierre Caron, Ivan Chaleil, Béatrice Chauvin, Aurélie Descours, Romain Donnedieu de Vabres, Jean-Pierre Duponchelle, Marine Eudier, Jacques Favier, Marc Favier, Paola Ferrara, Juan Garibi, Jean-Philippe Gönenc, Étienne Javelle, Audrey Milhorgne, Léo Miranda, Georges Persoz.

copyright © photos / Droits réservés /

Imprimé par Savoy offset
Dépôt légal juillet 2010 - ISSN 1771-0723